Envoi gratuit à tous les secrétaires de sections, à tous les secrétaires et militants fédéraux et aux membres des organismes centraux.

BULLETIN INTÉRIEUR
DU PARTI SOCIALISTE (S.F.I.O.)

Le B. I. rend compte de l'activité du Parti, fournit des arguments et des documents aux militants. Il ne doit pas être communiqué à des étrangers au Parti.

N° 15 — 1er Août 1946

Rédaction : 12, Cité Malesherbes, Paris

Adresser les abonnements pour le « Bulletin Intérieur » à Paul Vèze, 12, Cité Malesherbes, Paris (9e)
Compte chèque postal Paris 5350-70 — et non plus à Victor Provo, comme indiqué précédemment

SOMMAIRE

Ordre du jour du 38e Congrès National	1	Un mot personnel, de Daniel Mayer	11
Première Résolution	1	Troisième Résolution	11
Deuxième Résolution	4	Demandes de réintégration de parlementaires exclus	15

NUMERO SPECIAL
EN VUE DU 38e CONGRES NATIONAL

Le Secrétariat général du Parti, soucieux d'informer largement les sections et les fédérations en vue des discussions qui vont précéder le Congrès national du 29 août a décidé de se saisir d'un certain nombre de textes de résolutions préparés par divers camarades et de les rassembler dans un numéro spécial du « Bulletin intérieur ».

Le Secrétariat général n'a pas cru devoir rédiger de son côté un autre texte. Il se borne à communiquer une brève note sur les réintégrations des parlementaires exclus en novembre 1944 On trouvera celle-ci à la suite des trois résolutions qui constituent l'essentiel de ce numéro spécial du « Bulletin intérieur »

ORDRE DU JOUR DU 38e CONGRES :

1° Rapports statutaires ;
2° Débat de politique générale ;
3° Mode de scrutin pour les prochaines élections (au cas où la loi électorale n'aurait pas été votée par l'Assemblée Constituante au moment où siégera le Congrès. — Décision du Conseil National du 24 juillet 1946)
4° Referendum constitutionnel ;
5° La tactique électorale ;
6° Le programme électoral ;
7° Demandes de réintégration de parlementaires exclus ;
8° Nomination des organismes centraux.

— I —

* Résolution sur le rapport moral et la politique générale du Parti en vue du 38e Congrès National

Contre la politique antérieure.

L'échec électoral du 2 juin, survenant après la désillusion qui a suivi le scrutin du 21 octobre ne constitue pas un événement accidentel dû seulement à des causes secondaires.

Au contraire cet échec est dû à une succession d'erreurs et de défaillances que nous ne soulignons pas dans le vain désir de porter condamnation du passé, mais dans le but d'arrêter le Parti sur la pente où il s'est trouvé entraîné et de l'engager résolument dans la voie du redressement.

Les causes profondes du malaise actuel du Parti socialiste sont en premier lieu d'ordre doctrinal :

Certes, nous ne considérons pas le marxisme comme un dogme. Il est une méthode de prospection des

faits économiques et sociaux, une doctrine d'action qui permet de progresser dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs, à la condition d'être constamment confrontée avec le réel et enrichie par les leçons de l'expérience. Mais nous estimons que doivent être condamnées toutes les tentatives révisionnistes, notamment celles qui, se fondant sur une conception erronée de l'humanisme, ont pu laisser croire à nos adversaires que le Parti oubliait cette réalité fondamentale qu'est la lutte des classes.

C'est cet affaiblissement de la pensée marxiste dans le Parti qui l'a conduit à négliger les tâches essentielles d'organisation, de propagande et de pénétration dans les masses populaires pour se cantonner dans l'action parlementaire et ministérielle et a engendré, sur ce plan même, les erreurs politiques et tactiques commises depuis la libération :

— Insuffisance de fermeté vis-à-vis des partis et représentants de la bourgeoisie.

— Politique de médiation à tout prix entre le P.C. et le M.R.P. ; attitude insuffisamment nette et trop conciliante à l'égard du M.R.P., auquel il a servi de caution, et maladroite à l'égard du P.C., auquel il a permis de faire endosser au Parti socialiste seul la responsabilité du tripartisme.

— Croyance dans la possibilité de transformer la structure de la société capitaliste par de simples lois et règlements appliqués par les bureaux.

— Manque d'énergie et d'audace dans la réalisation de réformes telles que les nationalisations, qui ne peuvent passer dans les faits que si l'on fait appel au concours direct des travailleurs pour le contrôle de la production et la préparation à la gestion.

— Absence de position précise sur les problèmes des salaires et des prix.

Ce sont ces déviations et ces fautes qui ont faussé les perspectives de nos militants et de nos cadres, qui les ont amenés à se détourner de l'action syndicale, à négliger les revendications des couches populaires les plus exploitées et donc les plus sensibles à l'idéal socialiste qui, en modifiant les bases sociales du Parti, lui feraient suivre demain les traces du Parti radical.

En présence d'une telle situation qui risquerait de devenir rapidement catastrophique, nous estimons que le Congrès doit condamner catégoriquement la ligne politique qui a été suivie jusqu'ici et rompre définitivement avec elle en refusant d'adopter le rapport moral.

POUR UNE POLITIQUE DE REDRESSEMENT

Mais ce vote négatif serait, à lui seul, insuffisant. Pour opérer le redressement du Parti, il faut rassembler toutes les énergies autour d'un plan constructif dont il importe dès aujourd'hui de tracer les grandes lignes :

I. — *REDRESSEMENT DOCTRINAL*

Non seulement les expériences historiques récentes ne contredisent point les données essentielles du socialisme scientifique, mais elles démontrent que seule l'action offensive de la classe ouvrière peut promouvoir le progrès social et sauvegarder les libertés.

Enrichir le marxisme des leçons de la lutte contre le fascisme, l'ajuster aux nécessités de l'étape actuelle qui est celle de la préparation des travailleurs à la gestion et non point l'édulcorer par un retour plus ou moins camouflé au socialisme utopique, tel est selon nous le sens de l'effort doctrinal à entreprendre pour lequel nous demandons l'organisation prochaine d'une semaine d'études socialistes.

II. — *REDRESSEMENT POLITIQUE*

Mais cet effort serait vain s'il n'avait point son prolongement dans la politique du Parti.

Politique intérieure

a) Ce sont les intérêts des classes laborieuses, leurs aspirations et leurs besoins qui doivent inspirer son action quotidienne.

Certes, la renaissance économique du pays demeure liée au développement de la production et de la circulation des richesses. Mais l'on ne saurait demander aux travailleurs, comme l'ont fait les communistes pendant des mois, de « produire à tout prix ».

Le Parti socialiste doit soutenir les revendications de la classe ouvrière et s'opposer à tout ce qui la divise :

— Supprimer le sursalaire par primes de rendement individuel ;

— Encourager, au contraire, à condition que les travailleurs soient consultés dans chaque entreprise, les primes de rendement collectif qui profitent à l'ensemble du personnel ;

— Rétablir les conventions collectives garantissant le minimum vital ;

— Rajuster périodiquement les salaires et les traitements en prenant conjointement pour base les indices de la production et ceux des prix des bien de consommation.

Tels sont quelques-uns des points essentiels de la lutte revendicative ouvrière sur lesquels nous devons affirmer des positions claires.

Mais ces revendications ne doivent pas être séparées du problème des réformes de structure. D'une part ces réformes doivent être poursuivies et les modes de gestion des secteurs de l'économie nationalisés rendus plus démocratiques.

D'autre part, il faut inciter les travailleurs à utiliser toutes les possibilités que la loi leur confère au sein des comités d'entreprises et élargir les pouvoirs de ces comités afin de leur permettre de contrôler la production, les prix, l'emploi des marges bénéficiaires et de se préparer à la gestion.

b) Quant au ravitaillement, aucune amélioration durable n'est possible sans une diminution importante du nombre des intermédiaires, sans la suppression des grossistes et leur remplacement par des coopératives et des offices et sans une participation active et organisée des travailleurs au contrôle des prix.

c) Dans le domaine paysan, l'action du Parti socialiste doit tendre :

— A relever les conditions de vie des ouvriers agricoles, qui doivent bénéficier de toute la législation sociale applicable aux salariés de l'industrie ;

— A venir en aide aux petits cultivateurs en développant la coopération à la campagne ;

— A promouvoir une politique systématique de remembrement des terres, de modernisation du matériel agricole et des méthodes culturales pour augmenter le rendement de l'agriculture française ;

— A instituer en même temps une fiscalité beaucoup plus rigoureuse visant les grands propriétaires fonciers et les grosses entreprises agricoles.

d) Sur le plan féminin, le Parti socialiste se doit de prendre l'initiative de la propagande qui établira en fait l'égalité des sexes.

e) En ce qui concerne les jeunes, il importe de leur donner, non plus seulement de bonnes paroles, mais des possibilités de développement sur tous les plans, en créant ou en multipliant les *institutions* nécessaires :

Auberges, camps et colonies de vacances, Foyers ruraux et urbains qui mettront à la portée de tous

des loisirs de qualité, une éducation physique et sportive, une éducation technique, civique et morale.

f) Dans le domaine colonial, le Parti socialiste doit combattre toutes les formes d'exploitation impérialiste, aider les peuples des territoires d'outre-mer dans leur lutte émancipatrice et les guider dans la voie de la révolution sociale.

En résumé, le Parti doit avoir pour objectif essentiel d'accroître d'une manière effective le pouvoir d'achat des travailleurs et leur rôle dans la vie politique et économique de la nation.

POLITIQUE INTERNATIONALE

Dans l'ordre international, le Parti doit tendre à réaliser une étroite coopération économique, particulièrement entre les peuples d'Europe, non assujettis à des blocs, qui ont subi un appauvrissement considérable du fait de la guerre et qui ont à poursuivre la même tâche de reconstruction.

Il doit se prononcer contre toute politique chauvine dont le seul effet est de provoquer l'exaspération des sentiment nationaux et de multiplier les causes de conflit.

En ce qui concerne la guerre, il est indispensable de rappeler que ses causes fondamentales ne résident pas dans un peuple déterminé, mais qu'elle est un phénomène indissolublement lié à la nature du capitalisme mondial et qu'elle ne disparaîtra définitivement qu'avec ce dernier.

Ce n'est pas en démembrant l'Allemagne, en plongeant le peuple allemand dans une extrême misère qu'on extirpera le nazisme ; de telles solutions concourraient au contraire à entretenir les causes qui l'ont fait naître.

Seul un internationalisme constructif apportera les solutions qui, dépassant le cadre national pour aller vers le fédéralisme, permettront la renaissance d'une classe ouvrière majeure, unie dans une nouvelle internationale et apte à sa mission historique.

III. — *REDRESSEMENT TACTIQUE*

Le Parti socialiste doit affirmer ses conceptions en toute indépendance et ne plus apparaître comme un parti-charnière situé à mi-chemin du Parti communiste et du M.R.P.

Il lui appartient de révéler le fonds paternaliste et réactionnaire de la doctrine du M.R.P. C'est à lui de mobiliser l'opinion républicaine pour la défense de l'école laïque et de faire appel au concours actif du corps enseignant et à son action quotidienne au service de la jeunesse et des institutions d'éducation populaire.

En ce qui concerne nos rapports avec le Parti communiste, il convient d'affirmer que l'unité politique ouvrière demeure pour nous un objectif capital. Mais nous sommes obligés de constater qu'elle ne sera pas réalisable tant que les partis communistes nationaux ne se seront pas libérés de leur assujettissement politique et intellectuel vis-à-vis de l'Etat russe et tant qu'ils ne pratiqueront pas une véritable démocratie ouvrière.

Par contre, l'unité d'action avec les communistes est indispensable au succès d'une politique conforme aux intérêts des travailleurs. Mais elle doit être déterminée sur le plan national et à l'occasion de circonstances déterminées. Par ailleurs, il est désirable que le Parti prenne à cet égard le maximum d'initiatives et ne donne point l'impression soit d'être à la remorque du Parti communiste, soit d'opposer à ses propositions des refus systématiques.

IV. — *REFORME DE NOTRE ORGANISATION*

Mais aucune forme de redressement ne serait possible sans une profonde réforme de notre organisation.

Dans la rude compétition où sont engagés les partis, l'insuffisance de notre appareil administratif, de nos moyens de propagande, de notre presse, s'est révélée trop manifeste pour qu'il soit nécessaire de la souligner.

La réforme la plus urgente consiste à faire passer au premier plan l'action de masse qui permet une pénétration continue et en profondeur dans les différentes couches sociales.

Que nos militants déploient tous leurs efforts au sein même des organisations et institutions qui groupent les ouvriers, les fonctionnaires, les paysans, les intellectuels, les anciens combattants, les vieux travailleurs, les femmes, les jeunes ! Que les ouvriers et les paysans socialistes soient les militants les plus actifs de la C.G.T. et de la C.G.A. et qu'ils n'hésitent pas à y assumer les tâches et les responsabilités !

Par ailleurs, il importe de poursuivre avec énergie l'expérience déjà positive des groupes d'entreprises, d'instituer à l'échelle nationale et fédérale des écoles de cadres pour l'éducation des jeunes socialistes, de créer au sein des sections qui sont des organes délibératifs des groupes de travail spécialisés dans des tâches précises.

Il serait bon qu'à cet égard l'exemple de sérieux vienne d'en haut et que l'on ne voit plus des camarades cumuler des fonctions et des responsabilités dont chacune suffirait à un seul homme.

Raffermir le Parti sur les plans doctrinal, politique, tactique, instaurer de nouvelles méthodes de travail, insuffler aux militants l'ardeur et la foi qui sont les seuls véritables gages de la victoire finale, tout cela fait partie du même effort de rédressement.

Mais cela ne peut aboutir que grâce à la volonté commune des militants eux-mêmes, que s'ils ont clairement conscience que le but de notre Parti n'est point l'exercice du pouvoir dans le cadre du régime actuel, mais la suppression de ce régime.

Tel est le but qui est la raison d'être de notre foi et la condition même du redressement du Parti.

N. B. — 1° Ce document, purement intérieur au Parti, a été établi par des camarades qui, avant le dernier Congrès extraordinaire, avaient déjà signalé les dangers qui menacent le Parti socialiste si un effort énergique de redressement n'est point rapidement accompli. Ils demeurent plus que jamais persuadés que l'immense majorité des travailleurs aspirent à la réalisation du socialisme. Encore faut-il, pour que notre Parti incarne cet espoir, qu'il demeure fidèle à sa doctrine et que son action quotidienne soit strictement conforme aux intérêts et aux inspirations de la classe ouvrière.

Guy MOLLET, Yves DECHEZELLES, Henri BARRE, Léon BOUTBIEN, Jean ROUS, Pierre RIMBERT.

2° TANGUY PRIGENT a fait, au sujet de ce texte, la déclaration suivante : « Etant membre du Comité directeur, je ne peux m'associer au passage de la résolution qui recommande de voter contre le rapport moral, que j'ai voté au sein du Comité directeur, ET DONT JE PRECONISE l'adoption, en dehors du débat sur la politique générale du Parti. »

— II —

Contribution de la 6e Section de Paris

à l'action et au développement du Parti Socialiste S. F. I. O.

Remarques Préliminaires

Ce document est intérieur au Parti socialiste.

Il n'est pas l'œuvre d'une tendance, mais le résultat de libres discussions entre les militants appartenant à la 6e section parisienne qui, tant pendant la guerre que depuis la Libération, s'efforcent, de même que tous les autres membres du Parti, de servir l'idéal socialiste en participant à toutes les formes de l'action du Parti.

Les militants de la 6e section désirent que l'analyse critique et les propositions constructives qu'ils soumettent aux sections et aux fédérations soient considérées par celles-ci comme une contribution au renforcement de l'action socialiste et démocratique qui fera l'objet d'amples discussions à l'occasion et au cours du prochain Congrès national du Parti.

Après un quart de siècle de prodigieux bouleversements dans les méthodes de production et dans les diverses formes de l'activité et de la condition humaine ; après deux guerres mondiales qui ont accumulé d'immenses destructions et causé d'innombrables souffrances, tous les peuples de l'univers mettent actuellement leurs espoirs dans une nouvelle organisation de la société qui, en leur apportant le maximum de bien-être matériel dans la justice sociale, leur assurerait également la paix et la liberté.

Le socialisme représente ce qu'il y a de plus noble dans les aspirations humaines et ne doit plus être seulement un espoir. Il peut devenir une prochaine réalité parce que les principales conditions de son succès sont, dès à présent, réalisées.

Il reste surtout à perfectionner le Parti en tant qu'instrument politique indispensable à l'organisation et à la direction de l'action nécessaire à la victoire du socialisme.

Cette contribution a un débat qui a pour objet, et doit avoir comme résultat, un très sérieux renforcement politique et organique de notre Parti est volontairement anonyme parce qu'elle est déjà une œuvre collective.

Les rédacteurs de ces notes n'ont pas donné la solution des problèmes que doit résoudre le Parti socialiste ; ils ont simplement posé ces problèmes dans le cadre d'une analyse de la situation politique ; ils ont voulu surtout fournir quelques matériaux à ceux qui ont la charge de réaliser les immenses espoirs d'émancipation humaine qu'incarne actuellement le Parti socialiste.

Que faut-il discuter au Congrès ?

Le recul enregistré par le Parti socialiste aux récentes élections a suscité, dans le Parti, des discussion qui auront leur prolongement au prochain congrès.

A ce sujet, il nous paraît nécessaire d'examiner spécialement trois catégories de problèmes qui commandent le refrissement de la politique et l'amélioration de l'organisation du Parti :

a) les principaux éléments de la situation nationale et internationale qui doivent entraîner une mise au point de la politique socialiste ;

b) les points faibles de l'activité et de l'organisation du Parti qui sont à l'origine de son fléchissement ;

c) les améliorations et les correctifs à apporter pour faire du Parti le guide incontesté du mouvement ouvrier et de la politique française.

A) LA SITUATION INTERNATIONALE

Il est permis d'affirmer que, dans de très nombreux cas, la politique du Parti socialiste n'est pas déterminée par une appréciation juste de la situation réelle. Elle est souvent en deçà ou au delà. La conséquence est qu'au lieu de prévoir et de prendre des initiatives ou de n'accepter que ce qui lui paraît opportun le Parti subit les propositions, la tactique, et même les méthodes d'action que lui imposent ses adversaires.

Il faut donc que les socialistes prennent une conscience nette des principaux changements qui sont intervenus dans la situation internationale ainsi que dans la situation française depuis la fin des hostilités.

Les problèmes internationaux se posent, après la guerre, d'une façon complètement nouvelle.

A l'échelle mondiale, l'écrasement définitif des pays fascistes qui symbolisaient la volonté d'expansion impérialiste la plus agressive, a eu notamment pour conséquence, de mettre entre les mains des nations alliées la charge de définir les conditions d'une paix durable et d'organiser des relations internationales sur une base réellement démocratique.

Nous ne sommes donc plus à l'époque où il s'agissait d'unir dans une action commune— au prix de concessions mutuelles — les ennemis du fascisme, mais dans la période où peuvent s'affronter librement et en pleine clarté les différentes conceptions de la démocratie internationale.

Or, aucune indication précise sur ce que sera la future organisation de l'Europe et du monde n'est encore sortie des controverses internationales auxquelles se livrent les représentants des nations victorieuss. Il semble plutôt que ces controverses aient révélé des conceptions diamétralement opposées sur ce que peuvent être les relations internationales dans un monde organisé et pacifié.

En plus de rivalités indiscutables sur la répartition des sphères d'influence et des bases stratégiques que soulignent de solides appétits impérialistes ou des questions de prestige qui se concilient très mal avec les affirmations de principes démocratiques prodigués par chacun des « Grands », il semble que l'essentiel des divergences porte, en réalité, sur la portion de souveraineté nationale que chacun des Etats doit abandonner au profit de l'Organisation des Nations unies

La politique soviétique

L'Union soviétique, en défendant à San Francisco, avec l'âpreté que l'on sait, son droit de veto, a introduit dans l'O.N.U., un élément d'impuissance qui avait déjà paralysé la S.D.N.

On ne peut en effet revendiquer la souveraineté absolue des Etats et donner des moyens efficaces d'intervention à une organisation internationale.

Les conséquences du refus soviétique à consentir l'abandon d'une parcelle de sa souveraineté pour faire de l'O.N.U. autre chose qu'une machine à entériner les décisions des Grandes Puissances sont considérablement aggravées par le refus d'intégrer l'économie soviétique et celle des satellites de l'U.R.S.S. dans une organisation rationnelle des échanges économiques.

Malgré l'écrasement indiscutable du fascisme, malgré l'accession au pouvoir des socialistes dans plusieurs pays et le rôle grandissant des organisations ouvrières dans la politique internationale, l'U.R.S.S. défend aussi jalousement son autarcie économique que sa souveraineté nationale absolue.

Tant qu'il en sera ainsi, on ne pourra sérieusement parler ni d'organisation de la sécurité internationale ni d'organisation de l'économie mondiale.

La politique américaine

D'autre part, il est clair que l'Amérique ne se fait le champion de la politique de la libre circulation que parce qu'elle sait que la masse considérable des matières premières, la puissance de sa production, l'importance de ses produits et la force d'expansion et d'entreprise de son capitalisme privé lui permettent de conquérir les marchés et de s'imposer en tant que puissance par l'intermédiaire des intérêts qu'elle aura pris dans chaque pays.

Sa politique extérieure de coopération internationale est adaptée à sa situation économique et à son stade d'évolution. Ses dirigeants savent que limiter les débouchés c'est créer des conditions d'une crise aiguë qui imposerait rapidement une direction de l'économie obligée de s'adapter au marché intérieur.

Pour si sensible qu'elle soit aux nations frappées par les événements de guerre, cette politique des Etats-Unis ne peut tendre qu'à donner une prolongation de vie à une conception économique expirante et à un capitalisme aujourd'hui dépassé dans notre pays.

Les conditions d'une politique nouvelle

L'organisation de la sécurité suppose une connaissance exacte et un contrôle possible du potentiel militaire des Etats par l'O.N.U. Si l'un ou plusieurs de ceux-ci se retranchent derrière une sorte de rideau de fer au nom de la souveraineté nationale, ils créent les conditions d'une méfiance qui substituera presque fatalement la politique des blocs à la politique de coopération. Et si la méfiance ne disparaît pas rapidement pour faire place à une collaboration normale, il n'y aura pas de paix réelle, mais une simple trêve au cours de laquelle une nouvelle course aux armements, nous acheminera très sûrement vers la troisième guerre mondiale.

Les socialistes, qui ont subi avec beaucoup de patience toutes les attaques communistes sur les dangers d'un hypothétique « bloc occidental », peuvent dont affirmer avec force que le sort de l'O.N.U. est gravement menacé par l'attitude du bloc autarcique que tend à constituer l'Union soviétique avec les pays ou portions de pays occupés ou contrôlés par l'Armée rouge.

Par rapport à cet aspect essentiel de la situation de l'après-guerre, les autres questions touchant à l'organisation de la paix quoique hérissées de difficultés ne sont, malgré tout, que secondaires.

L'organisation des nations européennes en une ou plusieurs fédérations, le nouveau statut des pays coloniaux ou sous mandat, la lutte contre la famine et contre la misère par la réorganisation de la production, l'utilisation rationnelle des sources de matières premières ou les nouvelles conditions d'échanges économiques ne seront pas examinées, dans des conditions normales, tant que ne seront pas précisés les principes et les conditions d'une coopération internationale qui n'excluera personne, mais qui n'admettra pas non plus que certains Etats s'excluent d'eux-mêmes en refusant d'accepter les conséquences inévitables d'une véritable coopération ou que d'autres, même par la voie indirecte des prêts et investissements privés, prennent des gages sur les nations économiquement les plus faibles.

Pour contribuer à dissiper le lourd malaise qui pèse sur le monde depuis que s'affirment de graves divergences entre les grandes puissances victorieuses, il ne suffit donc pas de ménager tantôt la chèvre soviétique, tantôt le chou anglo-saxon, sous prétexte de ne pas favoriser la politique des blocs ou de ne pas envenimer les relations entre le Parti socialiste et le Parti communiste.

Il faut surtout affirmer une politique authentiquement socialiste et ne pas craindre la discussion avec ceux pour lesquels tout ce que dit Moscou est parole d'Evangile, ni avec ceux qu'inspire une pensée qui se retrouve dans tous les pays de l'Europe occidentale et qui a son siège à Rome.

Si cette discussion souligne des divergences sérieuses — peut-être irréductibles — entre le communisme stalinien et le socialisme démocratique, elle aura en tout cas l'immense avantage de ne pas entretenir une dangereuse imprécision sur la politique de paix du socialisme.

Définir la démocratie

En fait, la position prise par l'U.R.S.S. en refusant d'abandonner la moindre parcelle de souveraineté au bénéfice d'un organisme international, dérive de la conception de l'exercice du pouvoir qu'ont les communistes.

Ils ne paraissent pas apercevoir — et en tout cas refusent de discuter — la contradiction existant entre leurs affirmations sur la nécessité d'organiser démocratiquement la paix et leur volonté de retrancher les pays qu'ils contrôlent de la communauté mondiale, en érigeant entre ces pays et le reste du monde d'infranchissables barrières politiques, économiques, militaires et policières.

Mais ils s'accommodent également fort bien d'une « démocratie intérieure dans laquelle un seul parti — le leur — a le monopole absolu du pouvoir, dispose totalement et sans aucune contre-partie de la presse, de la radio, des syndicats, de la production et des échanges.

Que le même mot de « démocratie » puisse servir actuellement à caractériser aussi bien le régime dictatorial du parti unique qu'est le régime soviétique et les régimes anglais ou français où la liberté politique des citoyens est assurée sans contestation possible, montre assez dans quelle confusion on s'est installé au cours de la guerre contre les nations fascistes.

Pour clarifier la situation politique, il faut nécessairement commencer à redonner aux mots leur sens exact. La vieille formule socialiste de Marx d'après laquelle, en ce qui concerne les nations, « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre » doit s'interpréter ainsi en ce qui concerne les partis : « Un parti qui, lorsqu'il est au pouvoir, opprime ou supprime les autres partis n'est pas démocratique. »

La politique internationale, et tout spécialement la politique européenne, doit être appréciée par les socialistes en partant de ce critérium.

Les courants politiques

En Europe, après l'élimination des formations ouvertement fascistes, nous sommes dans de nombreux pays en présence de trois tendances politiques importantes :

a) Le christianisme social

D'autre part, les partis bourgeois conservateurs s'effacent au bénéfice d'un mouvement social-chrétien dont le M.R.P.

est l'expression française. Il n'est pas douteux que ces partis tentent de concilier l'esprit démocratique et la poussée revendicative des masses populaires avec le maintien des privilèges essentiels du capitalisme. Ces mouvements sont avant tout une application intelligente de la politique du moindre mal acceptée par la partie la plus consciente de la bourgeoisie. Ils sont, en fait, solidement tenus en main par la puissante organisation du clergé, l'utilisation des sentiments d'obéissance religieuse, toujours vivaces dans une porportion considérable de la population, assurent à ces partis une grande souplesse dans la tactique et la garantie de ne pas être débordés par une poussée populaire allant au delà de ce que la bourgeoisie peut accorder sans mettre en danger son existence en tant que classe dirigeante.

Le mouvement social-chrétien constitue une tendance du réformisme social qui peut contribuer à impulser la démocratie dans un sens progressif, mais ses véritables inspirateurs et dirigeants sont, au fond, des conservateurs qui n'acceptent des réformes sociales que pour mieux sauvegarder de vieux principes de hiérarchie et d'inégalité qui constitue la base même de l'exploitation de l'homme par l'homme.

b) Le communisme.

D'autre part, les Partis communistes, bénéficiant du prestige considérable qu'ont valu à l'U.R.S.S. les succès de l'Armée rouge, ont notablement augmenté leur influence en Europe. Dans la zone européenne actuellement contrôlée ou occupée par l'Union soviétique, ces partis détiennent, avec ou sans le consentement des populations, les principaux postes gouvernementaux et agissent sous de multiples formes pour unifier la vie politique dans un « mouvement », un « front » ou un « parti » unique dont les communistes sont les seuls dirigeants effectifs. Cette tendance à aligner le régime des pays occupés ou contrôlés sur celui de l'U.R.S.S. constitue une démonstration éclatante aussi bien de la dépendance des Partis communistes à l'égard de Moscou que de la politique totalitaire et autarcique que l'Union soviétique veut étendre le plus loin possible en Europe.

Dans les autres pays européens, la ligne fondamentale de l'action communiste continue à être aussi étroitement subordonnée à la politique de l'U.R.S.S. qu'elle l'était en 1939-41, au moment où l'accord germano-soviétique avait entraîné les Partis communistes français et anglais à saboter la défense nationale sous prétexte que la guerre contre l'Allemagne hitlérienne avait un caractère impérialiste.

c) Le socialisme

Enfin, le mouvement socialiste-démocratique, dont se réclame le Parti S.F.I.O., constitue lui aussi une des grandes forces politiques qui, dans plusieurs pays de l'Europe, exercent le pouvoir ou y participent efficacement

C'est donc entre trois conceptions de la reconstruction de l'Europe et du monde que les peuples sont actuellement appelés à se prononcer. Même lorsque les circonstances imposent, dans certains pays, des coalitions momentanées ou des alliances temporaires, les divergences fondamentales n'en subsistent pas moins.

Et c'est parce que le socialisme authentiquement démocratique est le seul qui puisse apporter des solutions conformes aux nécessités et aux possibilités de l'évolution économique, politique et sociale, qui puisse satisfaire aux aspirations vers plus de justice, de solidarité et de liberté humaines, qu'il doit mener audacieusement et intégralement son action en se différenciant de ses deux adversaires.

S'il y a des compromis et des alliances imposés çà et là par les circonstances, la nécessité de sauvegarder une entière liberté d'appréciation, de ne faire aucune concession de doctrine, de développer une propagande authentiquement socialiste et de consolider une organisation indépendante reste un impératif de l'action socialiste dans toutes les questions ayant trait à l'évolution de la situation internationale.

Nécessité d'une Internationale socialiste

Une Internationale socialiste doit, de toute urgence, être recréée, fortement équipée. Elle devra intensifier son action et propager ses solutions des problèmes internationaux. L'attente n'est plus possible et le Parti s'honorera en prenant l'initiative dans ce domaine

Indépendamment de ces forces spécifiquement politiques et plus ou moins apparentées à un centre international, il existe également, dans chaque pays, de grandes organisations (syndicales, sportives, féminines, jeunesses, anciens combattants, culturelles, etc...) qui pourraient être facilement coordonnées sur le plan international et sur une base démocratique.

Ce rassemblement mondial de toutes les forces démocratiques et socialistes existant dans chaque pays peut devenir la forme nouvelle du véritable internationalisme ayant une efficacité certaine contre les étroitesses nationalistes, contre les appétits impérialistes ou les repliements autarciques.

A l'époque où la radio et l'aviation permettent de transmettre la pensée et de déplacer des personnes avec une rapidité prodigieuse, il n'est pas admissible que les diverses catégories des peuples de l'univers continuent à vivre aussi étroitement cloisonnées et isolées qu'au temps des diligences. C'est en réalisant cette internationalisation effective de la vie populaire qu'on construira un monde réellement nouveau et que sera assurée une paix féconde.

B) LA SITUATION NATIONALE

Ce que nous venons de dire sur la situation internationale vaut dans une large mesure pour la France.

Au cours de la guerre et depuis la Libération, de très profonds changements de structure sont intervenus. De l'économie libérale, nous sommes passés à l'économie dirigée. Le programme de nationalisations, déjà largement réalisé, constitue un transfert de propriété qui va bouleverser les bases de l'économie française.

Le déclin de la bourgeoisie en tant que classe dirigeante crée les conditions d'une rénovation profonde de la vie nationale.

Difficultés que rencontre une politique socialiste

Mais, en contre-partie des conditions politiques éminemment favorables qui ont permis au socialisme de réaliser une large partie de ses conceptions, il ne faut pas dissimuler la gravité des obstacles et des difficultés qu'il y a à surmonter.

L'appauvrissement du pays, le délabrement de l'appareil de production, l'insuffisance réelle du ravitaillement, le décalage grandissant entre les salaires, traitements ou revenus et les prix, l'énorme déficit des finances publiques et la situation précaire de la monnaie n'ont pas permis jusqu'à présent de relever suffisamment le niveau de vie de la population ni d'aborder avec une ampleur et une cadence suffisantes la reconstruction.

Cette disproportion entre les possibilités politiques que le socialisme a su partiellement utiliser et les restrictions d'ordre social, économique ou financier imposées au pays par les charges résultant de la guerre constitue une contradiction qui peut limiter et même contrecarrer momentanément le développement de l'influence socialiste. Elle risque également de susciter des divergences sur le contenu de la politique dans le Parti socialiste.

Les erreurs commises par le Parti

D'autre part, depuis la Libération, la politique socialiste, trop souvent incertaine et subordonnée aux relations établies avec le Parti communiste et le M.R.P., constitue également la source de nombreuses et graves difficultés.

Sous prétexte de ne pas aggraver par la discussion publique les divergences qui risqueraient de retarder une très hypothétique « unité » entre deux partis se réclamant de la classe ouvrière, le Parti socialiste a été amené très souvent à masquer et même à escamoter les conceptions diamétralement opposés qui séparent le communisme stalinien du socialisme démocratique.

La tactique qui sonsiste à « écarter » tout ce qui sépare pour ne retenir que ce qui rapproche » était sans doute normale lorsquil s'agissait, avant tout, de réunir toutes les forces capables de contribuer à l'écrasement du fascisme intérieur et extérieur.

Mais il y a longtemps déjà que la politique française et étrangère n'est plus dominée par la nécessité d'écraser le fascisme intérieur ou extérieur ; longtemps déjà que les problèmes essentiels sont ceux de l'organisation de la paix et de la reconstruction démocratique de la France et du monde.

Dans ces conditions nouvelles, l'honnêteté et l'intérêt politique commandent, non pas d'atténuer ou d'escamoter ce qui différencie les socialistes des communistes, mais au contraire de le préciser avec une netteté suffisante pour que la population (en tout premier lieu la masse des travailleurs) « sache ce qui résultera pour elle du choix entre ces deux conceptions de l'avenir du monde ».

1. Vis à-vis du Parti communiste

Il y a évidemment quelque chose de commun entre socialistes et communistes. Sur le plan social et économique, ils dénoncent les tares de la société capitaliste basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme ; ils incitent les travailleurs à lutter contre les conséquences de cette exploitation et ils organisent l'action revendicative en participant à l'activité syndicale. Sur le plan politique, ils sont d'accord pour déclarer que la conquête du pouvoir est une condition préalable et nécessaire à une transformation sociale qui établira une nouvelle organisation de la production et des échanges par la suppression du monopole capitaliste de propriété sur les moyens de production.

Se différencier

Mais en dehors de cette identité de vues pour faire le procès du capitalisme, qu'y a-t-il de véritablement commun entre les socialistes et les communistes ? Faire ensemble un bout de chemin, tant qu'il s'agit de mettre le capitalisme hors d'état de continuer ses méfaits ? Oui, c'est même une nécessité dans un cas comme le 6 février. Mais sommes-nous également d'accord lorsqu'il s'agit d'édifier une société nouvelle et de choisir les meilleurs moyens pour y parvenir ? Très certainement pas.

L'expérience politique depuis la scission de Tours en 1920 est concluante à cet égard, aussi bien en France que dans tous les pay. Issus d'un mouvement autrefois unifié, les deux partis se sont progressivement différenciés l'un de l'autre et un examen actuel honnête des conceptions respectives montre, avec évidence, des divergancs insurmontables aussi bien sur le but à atteindre que sur les movens d'y parvenir.

Rappelons tout d'abord que la scission a été sciemment organisée et imposée dans tous les partis socialistes par les bolcheviks russes lorsqu'ils ont élaboré les vingt et une conditions d'adhésion à la IIIe Internationale ; que c'est grâce à l'utilisation de cette scission que les bolcheviks russes ont mis hors la loi, en Russie, toutes les organisations ou tendances socialistes qui n'étaient pas de stricte obédience bolchevique ; que c'est également par la scission dans tous les pays un noyau de partisans aveuglément soumis aux directives des chefs du Parti communiste russe, qui sont en même temps les détenteurs du pouvoir absolu en Union soviétique.

Cette dépendance totale des dirigeants communistes à l'égard de la politique soviétique a eu et a encore des conséquences extrêmement graves : elle a suscité des tournants vertigineux au cours desquels les communistes ont épuisé tout un vocabulaire et usé de toutes les combinaisons imaginables à l'égard des socialistes pour détruire le Parti socialiste en tant qu'organisation.

Si, depuis la Libération, on a repris les pourparlers sur l'unité, le but n'a pas changé pour autant ; ce n'est qu'un moyen complémentaire — parce que toutes les autres tentatives ont été vaines — pour liquider l'obstacle politique que présente pour le Parti communiste l'existence d'un Parti socialiste indépendant. De toutes les manières permettant de se débarrasser d'un adversaire, celle qui consiste à « embrasser son rival pour mieux l'étouffer » est devenue classique.

Il y a de telles divergences entre communistes et socialistes dans la conception de ce que doivent être la structure et le rôle du Parti et des organisations ouvrières dans un régime démocratique qu'il est proprement inadmissible de laisser croire à un accord possible tant que les communistes n'auront pas accepté de reviser leur doctrine totalitaire et non pas démocratique, ou tant que les socialistes n'accepteront pas de se suicider purement et simplement en sacrifiant notre Parti, avant d'être sacrifiés dans nos personnes, sur l'autel de l'unité prolétarienne.

Que le Parti communiste ait réussi à devenir une grande organisation, ait recruté de nombreux adhérents, ait obtenu une influence indiscutable sur une large fraction de la population, ne change rien ni à son caractère de Parti non démocratique, ni à sa « doctrine qui consiste à utiliser la démocratie pour conquérir le pouvoir, puis à user du pouvoir pour supprimer toutes les libertés démocratiques ».

La constatation de l'importance des succès communistes en France doit surtout inciter les socialistes à faire un examen approfondi de ce qui a besoin d'être corrigé dans la politique et dans les méthodes d'organisation de leur propre Parti. Car le terrain gagné par les communistes ne représente nullement un pas vers l'organisation d'un régime démocratique en France.

2. Vis-à-vis du M.R.P.

Cela ne doit naturellement pas conduire à ignorer ce qu'il y a de dangereusment réactionnaire dans les partis qui se situent à droite du socialisme. La reprise de la campagne anti-marxiste de la part du P.R.L. ou les campagnes sournoisement cléricales du M.R.P. pour remettre en cause tous les problèmes de la laïcité sont des réalités qui nécessitent une grande vigilance et justifient des ripostes énergiques, aussi bien à l'égard de ceux qui s'avèrent incapables de rien comprendre à l'évolution sociale que contre ceux qui, assez habiles pour se mettre à l'unisson des sentiments populaires dans leur propagande, ont surtout pour objectif réel de stériliser l'esprit revendicatif des masses laborieuses.

Les positions prises publiquement sont faibles et peu coordonnées.

Le décalage sensible entre les espérances des socialistes et le résultat de la consultation électorale d'octobre 1945 pouvait à la rigueur être interprété davantage comme un « manque à gagner » que comme un échec. Mais le recul presque général enregistré aux élections du 2 juin 1946 doit être entendu comme un sérieux avertissement par tout le Parti.

On risque de se tromper lourdement en attribuant les causes essentielles de cet échec à des raisons de politique général, découlant de la présence des socialistes aux postes gouvernementaux les plus impopulaires. Même s'il y a une parcelle de vérité dans ces constatations, elle aurait pu être largement contrebalancée tant par les avantages que le Parti pouvait tirer de sa participation au gouvernement que par le succès de la mission de Léon Blum.

Au nombre des causes politiques, il y a par contre des faiblesses qui incombent au Parti :

Dans la plupart des cas, l'attitude du Parti est plutôt défensive qu'offensive ; il emboîte le pas là où il devrait prendre l'initiative ; il se compromet au lieu de se différencier ; il plaide là où il devrait accuser ; il accepte ce qu'il faudrait refuser. En bref, la politique socialiste avait besoin d'une sérieuse mise au point et celle-ci n'a pas été faite avant de commencer la campagne, ni pour le référendum ni pour les élections. Chacun prend des positions au gré de sa fantaisie.

Il ne suffit pas, par exemple, de situer dans un discours électoral, en mai 1946, le rôle singulier de Thorez en 1939, alors qu'on a laissé créer et se développer sans jamais réagir, l'escroquerie politique des communistes « premiers résistants » ; alors qu'on n'entreprend même pas d'expliquer et de justifier l'attitude du Parti et des parlementaires socialistes entre septembre 1939 et juin 1940 ; alors qu'on se laisse accuser en bloc d'avoir été « munichois » en 1938 par ceux qui ont applaudi au « super-Munich » de 1939.

Pourquoi le Parti n'a-t-il rien à dire aux travailleurs socialistes lorsqu'il constate que la C.G.T. est en passe d'être entièrement conquise par le noyautage communiste des syndicats ?

Pourquoi le Parti n'a-t-il rien à dire lorsqu'on va à l'encontre de toute la doctrine passée du mouvement ouvrier français en prônant le « salaire au rendement » ? Pourquoi assiste-t-il impuissant à l'activité des comités d'entreprise alors que le développement des G.S.E., leur documentation et leur soutien vigilant permettrait d'y conquérir des positions appréciables et utiles ?

Les jours seraient comptés d'un Parti socialiste qui se laisserait couper des masses ouvrières.

Il est sans doute honorable de ne pas vouloir prendre place dans le concert anticommuniste, mais il est bien peu politique de laisser un Parti qui fut défaitiste et qui demeure antidémocratique, se tailler la part du lion en utilisant les sentiments patriotiques et les aspirations démocratiques de la population.

Une attitude beaucoup plus nette et plus ferme à l'égard des communistes et des chrétiens-sociaux est la première condition du redressement du Parti socialiste.

C'est par un double combat et en se dégageant du perpétuel louvoiement et des compromis dont le socialisme paie finalement tous les frais, que le Parti socialiste, sortant du malaise politique menaçant son équilibre intérieur, retrouvera la confiance accrue de la population et renforcera la combativité de ses militants.

Nécessité de poser devant le Parti les fondements d'une doctrine nouvelle

Mais, pour mener le combat, il ne faut pas seulement critiquer, il faut aussi construire. Le Parti doit fixer ses buts et définir, dans le cadre du socialisme, ses moyens et sa doctrine générale en présence des modifications profondes de l'économie et de la structure sociale découlant de la guerre et des progrès récents de la science.

Il peut, à première vue, se trouver désavantagé car il n'a pas à son service la foi ou la mystique que dégagent le dogme religieux, qui est à la base du mouvement social-chrétien, et le dogme totalitaire, qui est à la base du mouvement communiste. La foi commande l'action énergique et la haine, sinon le mépris, des idées d'autrui, mais elle en tire son efficacité.

Le Parti se doit donc de recréer la mystique révolutionnaire qui soulève les militants et leur donne la force ; pour « gonfler » ses militants, il ne peut plus rester centriste, aux solutions moyennes et médiocres des compromis.

Les problèmes économiques, financiers, professionnels et sociaux sont traités au jour le jour, sans grande vue, au fur et à mesure qu'ils se posent et au gré des idées des quelques dirigeants, toujours les mêmes, qui en sont chargés.

Ces méthodes sont mauvaises car la base du Parti se désintéresse et de leur défense et de leur application, ne les connaissant pas parce que ne les ayant discutées.

Il est indispensable de convier le prochain congrès à l'étude de la doctrine socialiste sur les questions économiques, financières et sociales. Cette doctrine, inspirée des grandes théories socialistes, posera les règles générales ; et elle ne peut avoir la prétention de résoudre tous les problèmes spéciaux ou accidentels qui en découleront naturellement. La présentation de ces question aux militants, leur discussion à la base et leur adoption est seule capable de réveiller la torpeur de ceux qui ne savent plus très bien ce qu'ils défendent, des positions personnelles ou des idées socialistes.

Le Parti ne devra pas oublier que ses buts ne sont pas atteints lorsqu'il a permis à certains de ses mandataires de se promener dans certaines allées du pouvoir.

Le redressement du Parti est conditionné par le redressement et le raidissement de sa doctrine, nécessaire pour susciter les enthousiasmes et les dévouements.

C) ADAPTATION DE L'ORGANISATION AUX CONDITIONS ACTUELLES DE L'ACTION POLITIQUE

La nécessité d'un redressement politique et psychologique étant admise, il faut également considérer comme une tâche primordiale les améliorations à apporter à l'organisation du Parti.

Même lorsqu'il recrute de nombreux et de jeunes adhérents, le Parti socialiste demeure un vieux parti, en ce sens qu'il n'a presque rien changé à ses anciennes méthodes de recrutement, d'organisation, d'éducation ou de propagande, alors que les conditions de la lutte politique se sont radicalement transformées par rapport à l'avant-guerre.

Ce qui était, à la rigueur, satisfaisant lorsque les radicaux, peu ou mal organisés, représentaient le principal adversaire contre lequel on ne se mesurait d'ailleurs qu'en période électorale, est devenu une dangereuse insuffisance lorsqu'il s'agit de s'opposer « sur tous les terrains et dans une action de tous les instants » au dynamisme et aux multiples organisations du Parti communiste et du M.R.P.

Lors des récentes consultations électorales, de même que dans la compétition pour la direction des syndicats, les socialistes n'ont pas été tellement battus sur des problèmes de politique générale que surclassés par des adversaires disposant d'une meilleure organisation.

Il y a un axiome communiste d'après lequel « lorsque la ligne politique est décidée, le succès ou l'échec de cette politique dépend de la bonne ou de la mauvaise organisation ».

C'est là une évidence qui vaut pour tous les partis, mais qui paraît échapper à de trop nombreux militants socialistes.

Qu'y a-t-il donc d'insuffisant dans notre organisation et quelles améliorations peut-on y apporter ?

Il y a d'abord un problème de « recrutement et de composition sociale du Parti » il y a ensuite un « problème de structure de l'organisation » ; puis un « problème de cadres, d'éducation, d'édition et de presse » enfin, il y a aussi le problème d'« une direction efficace », capable d'impulser le Parti, de susciter l'initiative à tous les échelons du Parti et de contrôler le rendement de l'activité.

RECRUTEMENT

Pour enraciner solidement son organisation, le Parti se doit de recruter ses forces essentielles parmi les travailleurs. Des nombreuses catégories de travailleurs qui ont leur place dans le Parti socialiste, celle des ouvriers industriels doit faire l'objet d'une attention toute particulière. Nous ne partons pas à zéro dans ce domaine, mais les communistes ont souvent une large avance et nous disputeront un terrain dont on leur a laissé trop longtemps le monopole.

Les groupes socialistes d'entreprises

Les groupes socialistes d'entreprises doivent devenir la pointe avancée du Parti socialiste dans les centres industriels. Ils seront un moyen efficace de diffuser la politique et constitueront un réservoir d'adhérents nouveaux, groupes de combat et de reconquêtes des masses ouvrières qui, si nous revenons à une saine doctrine socialiste et démocratique, nous permettront d'attaquer et de lutter victorieusement.

Les femmes

Le recrutement des femmes devrait être depuis longtemps à l'ordre du jour pour l'ensemble du Parti. Déjà, l'on a cru pourvoir affirmer que les femmes votaient plus facilement pour les communistes ou pour le M.R.P. que pour les socialistes ou les radicaux. Si c'est vrai pour les radicaux, il faut que cela devienne inexact pour les socialistes. Mais pour obtenir de bons résultats dans ce domaine, il faut prendre très au sérieux l'organisation de la section féminine et le concours à apporter à de grandes organisations féminines extérieures.

Les jeunes

Enfin, il y a un problème de génération qui, dans le Parti socialiste, n'est pas résolu pour donner satisfaction à la jeunesse. De même que les femmes, les jeunes paraissent plus facilement séduits par le dynamisme du Parti communiste ou du M.R.P. que par la nonchalance du Parti socialiste.

La suppression de toute vie politique pendant cinq ans, la captivité de nombreux jeunes, l'activité clandestine des autres, ont fait surgir une mentalité nouvelle que les vieux militants ne font aucun effort pour comprendre exactement. Il faut donc moderniser considérablement nos propres organisations de la jeunesse socialiste, suivre ce qui se passe dans toute le mouvement de jeunesse et recruter, éduquer et entraîner aux responsabilités de nombreux jeunes.

Le « recrutement massif » pour le Parti dans toutes les catégories de population nouvellement entrées dans l'arène politique (femmes et jeunes) s'ajoutant à l'orientation vers le recrutement dans les entreprises, sans naturellement négliger aucune possibilité de recrutement dans l'ensemble de la population, doit se traduire rapidement tant par un renforcement considérable des effectifs que par une meilleure composition sociale du Parti et des cadres.

C'est, au surplus, la condition pour que le Parti socialiste soit en mesure de susciter la création de grandes organisations parallèles au Parti ou de pénétrer et d'agir efficacement dans celles qui existent déjà.

STRUCTURE

Les sections

Dans les grandes agglomérations, notamment dans la Seine, il serait bon d'examiner les conditions de la vie des sections. On ne peut certainement pas obtenir un rendement normal des adhérents et de l'organisation en basant la vie du Parti sur des réunions mensuelles qui rassemblent dans un même local plusieurs centaines d'adhérents.

Dans de telles assemblées, l'écrasante majorité des participants ne peut qu'écouter quelques orateurs, presque toujours les mêmes. Cela conduit à n'avoir qu'un faible noyau de militants actifs pour une masse de cotisants. On pourrait tendre par une judicieuse décentralisation à augmenter la participation effective de tous les adhérents à la vie du Parti et les habituer à fournir une activité qui atteindra rapidement un total de très loin supérieur à ce qui est actuellement obtenu.

Les G.S.E.

D'autre part, les G.S.E. doivent recevoir un statut leur permettant d'élaborer une action adaptée aux diverses activités de leur entreprise et de leur branche industrielle. Pour obtenir de bons résultats, tant pour l'activité générale du Parti que dans l'action pour l'indépendance syndicale, la participation aux Comités d'entreprises et aux Œuvres sociales, il faut aux G.S.E. un double réseau de liaisons : « L'un vertical », adapté à la vie professionnelle et disposant d'une abondante documentation, « l'autre horizontal »et adaptée à la vie locale et régionale du Parti.

Les organisations parasocialistes

En plus de cet assouplissement dans la structure des organisations spécifiquement socialistes, il faudrait examiner toutes les possibilités de faire participer les socialistes aux multiples associations démocratiques existantes ou pouvant être constituée (femmes, jeunes, sportifs, anciens combattants, anciens prisonniers, etc..).

La réalisation de tous ces objectifs de recrutement et d'assouplissement de l'organisation suppose une « section d'organisation » fonctionnant auprès de la direction du Parti et avant son prolongement dans les fédérations. Il ne s'agit certes pas de diriger le travail d'organisation avec des circulaires ou des mots d'ordre impératifs, ni de réaliser sur le papier un schéma idéal, mais d'utiliser immédiatement de bons militants ayant une réelle expérience des problèmes particuliers pour corriger à tous les échelons des défauts et des insuffisances qui causent un préjudice certain au Parti et représentent une sérieuse entrave à son développement.

CADRES ET EDUCATION

Une bonne activité politique est conditionnée par l'éducation des adhérents et adhérentes et la formation de cadres suffisants. De ce point de vue, le bilan du Parti est presque complètement négatif. Il n'y a, en réalité, ni matériel d'éducation politique, adapté aux conditions actuelles de la France et du mouvement ouvrier, ni études sérieuses des grands problèmes contemporains, ni documentation mise à la disposition des cadres, ni écoles de cadres au niveau des sections, des fédérations ou du Centre.

On ne peut même pas dire que la presse quotidienne du Parti permet de combler ces graves lacunes, car elle est souvent, elle aussi, d'une pauvreté incroyable.

La nécessité d'entreprendre une véritable « rénovation intellectuelle » du Parti, de résoudre le problème de la formation des cadres, de la documentation et de la clarification de la pensée socialiste avec une audace et une ampleur suffisantes pour redonner au socialisme français un prestige intellectuel qu'il a déjà perdu en grande partie, ne peut-être ajourné plus longtemps.

Il faudrait à la fois former des « cadres d'origine ouvrière », contribuer à l'éducation politique et civique de la masse des travailleurs, mais en même temps répondre aux préoccupations sociales et politiques de la véritable élite de l'intelligence française.

En plus de ce qu'on pourrait entreprendre dans le Parti, on devrait envisager l'organisation d'un mouvement culturel comparable à celui des Universités populaires qui ont permis autrefois de former de nombreux militants qualifiés pour le Parti, les syndicats, les coopératives. On pourrait, de même, créer autour de l'équipe de la rédaction de la « Revue socialiste » — dont le contenu sera certainement en amélioration constante sur le premier numéro — une sorte d' « Institut des Hautes Etudes sociales », animé par le Parti, mais ouvert largement aux meilleurs éléments de la pensée française, de la jeunesse intellectuelle et des militants ouvriers.

PRESSE ET EDITIONS

Nous sommes loin d'avoir une presse dont le contenu serait au niveau de la mission et de l'idéal socialiste et dont l'information et la documentation fourniraient des armes solides aux militants pour leur combat quotidien.

Critique du « Populaire »

L'organe central du Parti, « Le Populaire », avec les moyens considérables dont il pourrait disposer, devrait être le meilleur journal de toute la presse parisienne. Mais ses rédacteurs politiques y traitent des questions essentielles avec une légéreté qui laisse supposer une connaissance très superficielle de la politique du Parti ; les informations sur les questions ouvrières et sociales sont pratiquement inexistantes ; on n'y trouve aucune documentation valable sur les problèmes économiques ; peu de reportages de valeur ; sauf les articles de Léon Blum, aucune grande campagne politique ou sociale. Un seul correspondant à l'étranger, mais le titulaire de Londres y donne plus souvent ses idées personnelles sur la politique de Bevin que des informations objectives sur les réalisations du gouvernement travailliste ; l'incapacité de répondre de bonne encre aux attaques dirigées contre le Parti ou ses militants est notoire.

Le « Populaire » fournit ainsi un exemple quotidien de ce que ne devrait pas être l'organe central d'un grand parti. Si les militants le lisent par devoir, on se demande comment il pourrait gagner ou retenir des lecteurs simplement curieux ou sympathisants.

D'autres journaux dirigés par des socialistes (« Libé-Soir », « Franc-Tireur », « Cité-Soir ») ne sont pas toujours en accord avec la ligne générale du Parti et peuvent ainsi aller à l'encontre de ses intérêts.

Nous pensons donc que la direction du Parti doit se pencher davantage sur les problèmes de la presse socialiste pour obtenir une amélioration de la qualité journalistique et plus de rectitude dans la présentation de la politique du Parti.

Il ne faut pas qu'au nom de la liberté d'expression, on ne réussisse finalement qu'à faire entendre une véritable cacophonie qui déconcerte les militants et fournit des armes aux adversaires.

Si les journaux du Parti manquent de rédacteurs politiquement qualifiés, il faut organiser une collaboration plus fréquente des meilleurs militants et des élus à ces journaux. Il est préférable de soigner la rédaction d'un article qui sera lu par des milliers de lecteurs que de faire un beau discours devant quelque dizaines d'auditeurs.

DIRECTION

Dans cet ordre d'idées, la direction du Parti devrait avoir plus de possibilités pour utiliser les cadres et les élus au mieux des intérêts généraux du Parti. Il fut un temps où les élus parlementaires étaient davantage les commissionnaires de leurs électeurs que des militants à la disposition du Parti. La nouvelle répartition des circonscriptions électorales a supprimé partiellement cette servitude, mais l'a peut-être aggravée sous une autre forme en élargissant sensiblement les zones de propagande de l'arrondissement au département.

Il n'en reste pas moins que les exigences générales du Parti doivent avoir le pas sur certaines servitudes secondaires qu'on impose ou que s'imposent les élus. Dans un Parti qui n'a pas encore surmonté sa crise de cadres, il est nécessaire que les élus qualifiés soient utilisés par la direction là où celle-ci estime qu'ils peuvent rendre les plus grands services.

De nombreuses sections de travail : « documentation », « éducation », « propagande », « organisation », « édition », etc..., pourraient ainsi fonctionner auprès du secrétariat du Parti, dirigées par des élus ou membres qualifiés et en utilisant des militants bénévoles sans lourdement grever le budget par une augmentation de militants rétribués.

De toute façon, par ce moyen ou par d'autres, il est nécessaire de mettre fin à la ridicule insuffisance des services de la direction du Parti. Une direction qui doit décider, impulser et contrôler suppose un minimum de moyens qui ne sont pas actuellement réalisés et qu'il est aisé de trouver.

Dans un autre ordre d'idées, il n'est certainement pas bon que tous les membres de la direction (Comité directeur et secrétariat) soient nantis d'un mandat parlementaire. Autant il paraît acceptable d'avoir un secrétaire général du Parti ayant à diriger politiquement une importante fraction parlementaire lié lui-même à la vie du Parlement, autant il est peu rationnel que l'ensemble du Comité directeur et du Secrétariat ne voit la vie du Parti qu'à travers les préoccupations parlementaires. Un Comité directeur composé d'un minimum de militants élus et de « militants ouvriers qualifiés » constituerait, sans doute, un bon équilibre de la direction. A l'exception d'un secrétaire général, aucun autre membre du Secrétariat du Parti ne devrait appartenir au Parlement.

CONCLUSION

Ces quelques remarques, critiques ou suggestions n'ont pas l'ambition de traiter tous les aspects de la politique du Parti ou de fournir un exposé complet de la situation. Elles n'ont pour objet que d'attirer l'attention sur certains points qui nous paraissent mériter un examen attentif. Nous sommes convaincus que le prochain Congrès du Parti, avec toute l'autorité qui lui est conférée, apportera une solution précise aux problèmes qui conditionnent le redressement, l'adaptation et les possibilités de développement de notre grand Parti.

Les conditions du renouveau et de la victoire du socialisme sont faciles à définir : il s'agit d'abord de recréer une foi suffisante dans la mission du Parti pour exalter les militants ; mais il faut aussi obtenir de tout le Parti et de tous les militants beaucoup d'abnégation, d'esprit de sacrifice et un travail acharné pour que l'activité du Parti et la qualité de sa politique atteignent le niveau et le rythme qu'impose la période exceptionnelle que nous vivons actuellement. Ainsi, le Parti socialiste, qui a été sans défaillance et sans éclipses au premier rang de la lutte pour la libération nationale, restera le guide incontesté des masses laborieuses en marche vers la libération sociale.

UN MOT PERSONNEL

Des amis m'ont sollicité pour rédiger avec eux ou, en tout cas, signer un texte qui aurait pour but, avant le Congrès national, de grouper par avance un certain nombre de mandats.

Je m'y suis refusé.

Je m'y refuse encore.

J'ai la ferme conviction que c'est un texte unique qui sortira de nos délibérations. Et le secrétaire général du Parti doit se sentir entouré de la confiance de tous et être l'interprète de l'ensemble du Parti. Il ne saurait être le « leader » provisoire d'une fraction contre une autre.

Ce que le Parti doit faire, à mon sens, c'est améliorer l'organisation du Secrétariat, en donnant à chaque membre du Comité directeur des tâches précises:

— Organisation des femmes ;
— Organisation des jeunes ;
— Liaison avec le monde du travail (C.G.T., G.S.E.);
— Liaison avec le monde paysan (C.G.A.) ;
— Liaison avec les autres sections de l'Internationale
— Liaison avec les peuples coloniaux ;
etc... etc...

Pour cela, il faut étoffer et charpenter le Secrétariat général, en adjoignant à deux secrétaire politiques une série de secrétaires adjoints non parlementaires et un secrétaire administratif spécialement chargé des relations avec les militants.

Sur le plan de la propagande, il faut organiser périodiquement de grands déplacements régionaux, revivifier la foi et l'enthousiasme par l'exemple quotidien et animer la vie des sections par des ordres du jour rationnels et des causeries dont le Secrétariat devrait assurer la rédaction et la diffusion, en créant pour cela un service de documentation important.

Sur le plan politique, il nous faut revenir à la critique constante du régime et rattacher tous les problèmes actuels à notre position doctrinale traditionnelle.

Sur le plan parlementaire, il nous faut, en premier lieu, avoir une attitude indépendante des autres partis, notamment du Parti communiste et du M.R.P.

C'est l'ensemble de ces mesures que les militants, dans un seul élan, au Congrès national et à la veille des élections, DEVRONT PRENDRE EN COMMUN.

Ainsi, le « redressement » réclamé par quelques-uns, sera opéré ;mais n'oublions pas qu'il doit être l'œuvre de tous et du travail de chacun, quel que soit le poste qu'il occupe dans le Parti, et non de quelques-uns seulement.

Si l'on me permet un mot personnel, ce sera uniquement pour regretter que des camarades veuillent donner au vote sur le rapport moral un sens qu'il ne doit pas avoir. Il est inutile et dangereux qu'une épreuve de force ait lieu entre nous au Congrès, devant la presse, A QUELQUES SEMAINES DE L'OUVERTURE DE LA PERIODE ELECTORALE.

Je pense que les militants du Parti auront la sagesse et l'amitié de voter pour un texte qui signifie simplement que le Comité directeur UNANIME a scrupuleusement rempli le mandat que lui ont confié les Congrès d'août 1945 et mars 1946.

Le Secrétaire général du Parti socialiste.
Daniel MAYER.

— III —

Eléments pour servir à la détermination d'une nouvelle orientation du Parti

A. — LA SITUATION

I. — Bilan des destructions de la guerre

Sur 9.975.000 immeubles agricoles, industriels ou d'habitation que possédait la France en 1939, 1.785.000, soit 18 p. 100, ont été endommagés par la guerre, dont 441.000 totalement détruits.

Le France a perdu 64,5 p. 100 de ses wagons, 85 p. 100 de sa flotte de navigation intérieure, 45 p. 100 de ses paquebots et 87 p. 100 de ses cargos.

Ces destructions peuvent se chiffrer à 700 milliards de francs de 1938.

Il faut ajouter à cette perte 500 milliards qui seront nécessaires pour moderniser notre appareil de production, atteint de vieillissement par rapport au perfectionnement technique obtenu par nos alliés dans leur effort de guerre. Notre indice d'activité par rapport à 1939 est en effet tombé à 59 p. 100 contre 140 en Angleterre, 148 aux Etats-Unis, 186 au Canada.

II. — La prise de conscience de cette situation est le devoir le plus urgent

L'insuffisance persistante de nos moyens de production, l'impossibilité de vaincre complètement avant longtemps

les nombreuses pénuries dont nous souffrons, l'abondance monétaire laissée par la guerre ont développé dans le pays un état d'insatisfaction générale. La spéculation et le marché noir ont ruiné en grande partie l'esprit d'entreprise, rompu la solidarité sociale, aigri les rapports entre les citoyens et jeté les catégories sociales à revenus fixes dans une misère sans issue.

Cette situation explique l'indifférence actuelle de la masse à l'égard des théories politiques ou des jeux trop subtils des partis. La masse n'aspire qu'à la restauration de conditions de vie acceptables : le ravitaillement et le relogement sont ses soucis principaux.

Elle a accueilli avec un enthousiasme vite épuisé aussi bien les nationalisations que la restauration de l'honneur national et marque à l'endroit des problèmes de la paix une atonie condamnable.

Les communistes ont su comprendre cette situation. Abandonnant toute préoccupation doctrinale, ils se sont vigoureusement placés sur le terrain des réformes immédiates. Ils ne parlent que de logement, reconstruction, aide aux sinistrés, assistance aux vieux, aide aux prisonniers et victimes de la guerre, déportés.

A grand renfort de bluff et d'assertions souvent mensongères, ils se présentent comme le parti des réalisateurs. Ils ont su revendiquer l'attribution de ministères leur permettant de satisfaire non les goûts ou la vanité de leurs ténors, mais les désirs de réalisation immédiate du peuple. C'est ainsi qu'ils détiennent la direction de toutes les administrations qui ont à distribuer des moyens de combattre la misère, de vivre ou de travailler : Travail et Sécurité sociale, Santé publique, Anciens Combattants, Production et Reconstruction.

Quant aux M.R.P., ils mènent la même politique grâce au concours de cadres, techniciens industriels et agricoles de militants nombreux formés dans les années d'avant-guerre dans une foule de mouvements de jeunesse qui avaient su se faire attrayants. Il n'est pas jusqu'au paternalisme des gens d'église qui n'ait été dans la période actuelle politiquement profitable à ceux qui l'ont pratiqué.

Le Parti socialiste, bien qu'il ait pratiqué la seule politique qui pût mettre un terme aussi rapidement que possible aux malheurs du temps, a, dans son comportement quotidien, donné l'impression de ne pas répondre assez directement aux aspirations concrètes du peuple. C'est une erreur qui nous a privés de contacts avec les couches nouvelles d'électeurs femmes et jeunes : elle a été commis à quelques exceptions près par tous.

Trop de nos militants se sont tenus dans des discours généraux et vagues, tombant souvent à faux ou apportant de l'eau au moulin des autres partis ; ils n'ont cessé de prêcher une révolution qui est déjà commencée et qui, pour se poursuivre, a besoin que le Parti socialiste organise à la fois la volonté démocratique du peuple et la compétence des masses ; ils ont ignoré les réalisations d'inspiration socialiste, telles les nationalisations, la Sécurité sociale, les Comités d'entreprise, les ébauches de planification économique et ont développé dans le Parti un néfaste complexe d'infériorité. A tous les étages du Parti on n'a pas accordé suffisamment d'importance au travail à faire dans les organismes où se décide la vie des masses : syndicats ouvriers ou agricoles, offices ou comités de répartition, de ravitaillement, ou de secours, coopératives, etc... ; on a donné ainsi l'impression de ne pas être suffisamment conscient des souffrances du peuple. Au lieu d'apparaître comme un parti moderne préoccupé de tous les aspects de la vie des citoyens on a, dans trop de départements et de circonstances, évoqué l'idée d'un parti de type périmé, confiné dans la déclaration révolutionnaire impuissante ou uniquement spécialisé comme les radicaux d'antan dans les affaires électorales.

B. — APPRECIATION DE LA POLITIQUE GENERALE DU PARTI

Cependant, notre Parti a apporté au relèvement du pays une contribution qui dénote une clairvoyance et une vigueur trop souvent méconnues dans nos propres rangs.

I. — Défense de la monnaie

Notre Parti a proposé dès février 1945 la seule mesure capable d'asseoir solidement les efforts d'assainissement de la situation financière, de couper les jarrets à la spéculation et au marché noir. Il a en effet préconisé le blocage temporaire des billets et des comptes en banque et la résoption de l'excédent malsain de la circulation monétaire, fruit de l'occupation et de la spéculation. Il se heurta à l'opposition de tous les partis, y compris les communistes, tous également soucieux de fuir en ce domaine leurs responsabilités.

Après une période de facilité, qui a mis gravement en péril la monnaie, ce sont les Socialistes qui ont arrêté l'inflation avec un rare courage par des procédés dont la brutalité devait être compensée et fut effectivement compensée pour la classe ouvrière par une accentuation de la politique de nationalisation.

II. — Nationalisations

Le Parti socialiste s'est montré le plus ferme partisan des réformes de structure. Alors que Thorez, en janvier 1945, se prononçait pour l'ajournement de ces réformes, le Parti a entraîné les communistes à signer le 3 mars l'accord sur les nationalisations.

Le Parti a livré bataille contre les banques d'affaires, imposé la conception socialiste dans la nationalisation du gaz et de l'électricité, conçu et élaboré seul la nationalisation des assurances, hâté celle des houillères. Il fut dans ce domaine beaucoup plus dynamique que le Parti communiste.

III. — Réduction massive des crédits militaires

Le parti fut le seul à avoir en octobre dernier la clairvoyance de dénoncer les abus de l'armée et de proposer aux électeurs le dégonflement des dépenses militaires maintenues à un niveau trop lourd pour la Nation

Le parti fut encore seul à conduire en décembre la bataille pour une réduction massive. Il le fit avec une énergie et un acharnement rarement égalés.

Il devrait lui-même au pouvoir réaliser cette réduction bien au delà des promesses qu'il avait faites.

IV.— Les accords de Washington

La restauration des mines du pays, la reconstruction et la modernisation de son outillage, l'importance des matières premières indispensables à son essor industriel, bref la réalisation du plan de quatre ans qui doit porter notre production à 25 0/0 au-dessus de son niveau le plus élevé, étaient conditionnées par une aide américaine capable de constituer son principal support financier. En réussissant dans sa mission extraordinaire, contre tous les pronostics et malgré toutes les difficultés, Léon Blum et à travers lui notre parti, a apporté à la reconstruction du pays une contribution dont on n'a pas fini de mesurer les bienfaits.

C. — RELATIONS AVEC LES AUTRES PARTIS

I. — Avec le Parti communiste

Au Congrès National d'août 1945, le sentiment de la quasi-unanimité des congressistes était que « n'auraient pas leur place dans un parti socialiste des hommes qui seraient sytématiquement oppoés à l'unité organique du prolétariat ».

Le congrès a admirablement défini les conditions de l'unification. Elles mettent puissamment en relief la différenciation profonde qui subsiste entre les deux partis.

Cette différenciation est pratiquement tenue sous le boisseau pendant l'intervalle qui sépare deux élections.

On se permet des allusions discrètes et espacées qui ne sont intelligibles que pour les initiés, tandis que les communistes nous provoquent chaque jour à l'unité, nous invitent à des embrassements qui visent à l'étouffement et nous vouent un amour qui confine à la rage et à la haine.

Nous nous laissons traîner de temps à autre comme des chiens battus au Comité d'Entente à moins que nous nous y refusions, dans lequel cas nous nous en excusons presque honteusement. Il ne faudrait pas que l'unité d'action ne soit invoquée par les communistes que dans les cas où il s'agit de venir au secours de leurs difficultés et que, par contre, lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de la classe ouvrière dans une circonstance capitale (25 0/0) ils agissent en franc-tireurs en nous ignorant.

Il est souhaitable que nous marquions plus nettement notre autonomie d'allure. D'autant que, mise à part l'amélioration de la conditions ouvrière sur laquelle nos deux partis sont automatiquement d'accord, le Parti communiste poursuit aujourd'hui comme hier la politique du pire. Alors qu'il soutient en Russie une forme dictatoriale de l'Etat, il tend à dissoudre en France les formes du pouvoir central organisé. Ce serait, au contraire, le moment pour les partis prolétariens de renforcer le pouvoir politique en vue de poursuivre la révolution sociale par la conquête du pouvoir économique.

Il est à regretter en outre que le Parti communiste compromette le succès final des nationalisations par une forme étatisée que nos efforts n'ont que partiellement atténuée. Cette forme n'associe pas suffisamment les travailleurs à la gestion. Elle est infidèle à la conception traditionnelle de la C. G. T. dite des nationalisations industrialisées. Elle vise moins là l'avènement du Socialisme qu'à la mainmise du Parti communiste sur de grands secteurs de l'économie en vue d'une prise du pouvoir conçue comme une fin en soi contrairement à la conception socialiste.

Le pardon des injures, sans doute valable sur le plan humain, crée en matière politique une impression de faiblesse. Les coups donnés par les adversaires doivent être rendus et à l'attaque doit succéder la contre-attaque qui inspire le respect.

C'est ainsi que, faute de nous attacher à démontrer le caractère parfaitement fasciste de la position communiste contr les validations, nous nous laissons critiquer à travers le pays par une propagande systématique qui nous montre comme des Munichois. Il suffisait d'un simple rappel du super-Munich de septembre 1939 et de la lettre de Billoux au maréchal Pétain pour amener nos camarades communistes à plus de décence, au lieu de laisser insulter nos militants sans défense.

Le génie du Parti communiste, car cela est véritablement du génie, est d'avoir su crier à l'anticommunisme dès la moindre critique. Il existe maintenant un crime de lèse-communisme devant lequel chacun recule au moment où il vaudrait exprimer le plus cordialement du monde ce qui est sa pensée. Une sorte de terreur a été créée qui est l'un des phénomènes psychologiques les plus curieux de notre époque. Notre parti le subit depuis la libération à un degré tel que bien souvent il en oublie qu'il a le devoir de se faire respecter.

Il n'y a pas d'unité possible tant que subsisteront des divergences aussi profondes que celles qui mettent en cause l'indépendance nationale, et le principe démocratique lui-même qui correspond à une conception du monde. Le devoir est donc de passer à l'offensive avec cordialité mais fermeté pour résorber à notre profit les divergences qui subsistent.

Il y a en effet une contradiction manifeste entre l'importance essentielle que nous attachons à cette conception et notre comportement pratique avec les communistes, comportement d'après lequel le peuple de ce pays est fondé à considérer que notre divergence est d'ordre secondaire.

Effectivement, par la timidité et la rareté de nos explications sur ce point, nous laissons duper la grande masse des travailleurs, qui croit sincèrement que le Parti communiste est un parti démocratique et que son avènement ne la priverait d'aucune de ces liberté publiques auxquelles elle est attachée.

Nous laissons aussi s'accréditer l'illusion que l'expérience socialiste de Russie puisse constituer une réalisation idéale pour les travailleurs de notre pays, qui n'en voudraient d'aucune façon s'ils connaissaient exactement les conditions totalitaires de la vie en U.R.S.S.

En laissant se développer ces illusions, en agissant comme si nos divergences avec les communistes étaient secondaires et sans gravité, nous prenons une grave responsabilité.

Le moment est venu de nous apercevoir que notre silence complaisant est fait d'infidélité à notre idéal et qu'il menace d'aboutir un jour à l'effondrement de notre parti et à l'anéantissement des valeurs irremplaçables dont nous sommes les héritiers et les gardiens.

II. — Avec le M.R.P.

La différenciation de notre Parti d'avec le M.R.P. s'impose avec non moins de netteté qu'avec le Parti Communiste.

Elle n'a pas été faite jusqu'à présent avec assez de vigueur et assez de précision.

Certes, ce parti, de par sa création récente, n'offre qu'une surface relativement restreinte à la critique, mais il perdra chaque jour cet avantage.

Il est donc essentiel de l'observer et de marquer les points sans aucune indulgence.

D'ores et déjà, il est possible d'affirmer qu'il vit sur une équivoque. Il prétend n'être ni à droite ni à gauche, affirmation qui n'est pas sans rendement sur la masse des sans partis.

Or, s'il en France une distinction ancienne profonde et chargée de sens, c'est bien celle de la droite et de la gauche. Il est très important de l'analyser et de la mettre en relief, de rappeler la définition d'un de nos adversaires politiques en veine d'objectivité : « Admettre ou non l'esprit de 1789, telle est la véritable démarcation entre la gauche et la droite. »

L'esprit de 1789, c'est l'affirmation de l'égalité des hommes entre eux et de la souveraineté du peuple. Est-il besoin de rappeler que l'Eglise a témoigné d'un attachement historique pour les notions opposées : Origine divine du pouvoir, Gouvernement hiérarchique des autorités sociales, incapacité des masses à se gouverner ? Rappelant cette orientation traditionnelle, le même adversaire politique précisait : « Théoriquement, la souveraineté populaire, la laïcité de l'Etat sont aux yeux de l'Eglise choses abominables. »

Cela a-t-il changé ? Nous ne le pensons pas. Pour nous, le M.R.P., dans la mesure où il est dominé par l'Eglise, et cette mesure est large, se situe politiquement à droite. Mais, à la différence de la droite traditionnelle, il s'est

jusqu'à présent affirmé partisan des réformes sociales et de la limitation des droits du patronat.

L'influence de l'Eglise à travers le M.R.P., notamment auprès des femmes, aurait dû nous conduire à faire en faveur de la laïcité un effort de propagande plus vigoureux et mieux adapté. Le thème de la laïcité est trop souvent traité sommairement par référence à des luttes antérieures, que les jeunes et les femmes n'ont pas connues. Ces couches nouvelles ne peuvent être touchées sur ce point que par une propagande beaucoup plus précise, qu'il nous appartient de repenser attentivement.

Fondé sur une équivoque, ainsi que nous l'avons montré, le M.R.P paraît condamné à accentuer la politique de double jeu qu'il n'a cessé de pratiquer pour avoir à la fois la confiance des possédants et d'une partie des travailleurs.

Cette duplicité n'a eu jusqu'à présent que peu d'occasions de se manifester dans l'œuvre législative. Mais elle ne peut manquer d'apparaître à la longue et de recevoir son salaire

Cependant, elle a déjà été illustrée par le refus de voter une Constitution à laquelle le M.R.P avait pourtant largement collaboré Il s'agissait pour lui d'échapper aux conséquences électorales de sa participation au tripartisme, et de concilier les avantages du gouvernement avec les profits de l'opposition.

Ce faisant, ce jeune parti a découvert bien vite une démagogie et un électoralisme qui apportent un écho bien ironique aux affirmations hautement spiritualistes de ses dirigeants.

Il a découvert aussi une conception de l'organisation professionnelle qui ne nous paraît pas inédite. Elle ressemble étrangement à un corporatisme qu'on ne pourra pas concilier avec le régime parlementaire

Elle impose la profession comme intermédiaire organique nécessaire entre l'individu et l'Etat. Rien ne peut mieux illustrer l'absence de doctrine du M.R.P. que ses essais doctrinaux dans des directions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ont déjà été explorées par des régimes qui n'étaient pas précisément républicains

En face de ces pauvretés, en face de ces déviations, en face du socialisme verbal du M.R.P et du socialisme totalitaire du Parti Communiste, il n'est que d'affirmer notre socialisme à la fois humain et révolutionnaire.

En face d'un M.R.P. qui tend à sacrifier les droits des travailleurs et d'un Parti Communiste qui tend à sacrifier les droits de l'homme, notre Parti est le seul à unir indissolublement des droits dont un seul ne peut être sacrifié sans que le but du socialisme, c'est-à-dire la transformation de la condition humaine par l'affranchissement de toutes les servitudes, ne soit compromis.

En vérité, une seule chose nous a manqué jusqu'à présent, c'est de prendre conscience du trésor que constituent la doctrine et l'idéal de notre Parti

Le problème d'aujourd'hui est de savoir si nous allons laisser ce trésor enfoui dans la terre ou proclamer notre doctrine et notre idéal à la face des autres sans rien leur enlever de leur force.

D. — RAISONS D'UN RECUL MOMENTANE

« Le Socialisme est le maître de l'heure. » L'idée du Socialisme démocratique est dominante en France. Et pourtant le parti socialiste, qui en est l'unique expression, a enregistré une perte appréciable de suffrages.

I — La principale raison a déjà été énoncée Elle tient à une insuffisante conscience des impératifs immédiats de notre détresse matérielle

II — Insuffisante mise en valeur du bilan actif de notre action Nos victoires sont restées isolées et dispersées dans notre propagande générale au lieu d'être rassemblées en une gerbe et orchestrées d'une façon systématique.

Ce qui manque le plus au Parti, c'est la modernisation de ses méthodes de propagande : Parti Communiste et M.R.P ont, au contraire, un sens aigu de la publicité pour valoriser la moindre de leurs intitiatives Leurs journaux témoignent d'une vivacité de réaction à tout ce qui peut servir leur parti, qui fait totalement défaut au « Populaire » et à la plupart des journaux socialistes

III. — Défaut de position nette dans de trop nombreux cas ;

IV — Manque d'autonomie, lié à un esprit de conciliation qui va parfois jusqu'au sacrifice

V. — M. R. P et Parti communiste disposent d'organisations spécialisées ou de moyens d'influence très efficaces pour entraîner les jeunes, les femmes et les éléments syndicaux. C'est un handicap très lourd que le parti a à remonter.

Il doit y concentrer tous ses efforts en resserrant ses liens avec les fonctionnaires (notamment instituteurs et postiers) et en étant l'animateur de toutes les associations de la laïcité

VI. — Le Parti communiste a su depuis la libération apporter tant de violence dans la revendication unitaire et tant d'audace dans ses mensonges quotidiens et nous lui répliquons si faiblement qu'il semble nous avoir placés dans l'état d'inhibition de l'animal hypnotisé ou dompté qui ne peut plus faire un mouvement pour ne pas être dévoré.

Il serait temps que les hommes qui, hier, ont risqué leur vie pour l'indépendance de leur pays et pour la liberté humaine prennent conscience de leurs responsabilités s'ils ne veulent pas être complices de la perte de l'une et de l'autre comme aussi de leur propre extermination.

Conclusion

Lorsqu'on mesure la gravité des lacunes de notre action, on reste étonné que le recul ait été, somme toute, si faible et on mesure l'attachement profond que des couches très importantes de la population conservent à notre idéal, comme aussi le rayonnement personnel de beaucoup de militants ou d'élus locaux

Nous puisons dans cette constatation une foi solide dans le triomphe de notre parti lorsque, sorti de sa crise actuelle de découragement et de doute, il aura décidé de combattre vraiment et de faire fructifier son irremplaçable patrimoine.

E. — POUR UNE POLITIQUE CONSTRUCTIVE

L'impératif le plus pressant de la politique intérieure de la France demeure la reconstruction nationale

Le Parti doit comprendre et faire admettre que cette grande œuvre n'est possible que si l'on recourt à l'esprit et aux méthodes du Socialisme

A l'heure actuelle se manifeste de tous côtés un ardent désir de sortir de l'incertitude économique : on voudrait savoir de quels moyens d'existence et de possibilités de travail on pourra disposer dans un avenir proche et à des dates échelonnées . le besoin de précision et de plan est effectivement ressenti d'une façon générale et cependant, en réclamant la restauration immédiate et absolue de la liberté de produire, de commercer et de consommer, on tend à ruiner toutes les possibilités d'une reconstruction ordonnée

Le Parti Socialiste doit mettre fin à cette contradiction.

C'est à lui qu'il appartient de faire éclater la nécessité de coordonner tous les efforts de la Nation dans un but d'efficacité maxima et de dresser pour un avenir proche le grand plan de la reconstruction de nos ruines, de la modernisation de notre outillage public, industriel et agricole, de la mise en valeur de toutes les richesses de la métropole et des territoires d'outre mer pour le plus grand bien de tous les peuples de l'Union française.

Ce plan comporte une série de choix d'importance capitale grâce auxquels les productions et consommations se-

ront orientées pour plusieurs années ; c'est au peuple entier qu'il appartiendra de fixer ces choix et priorités et l'intensité de nos efforts selon les règles traditionnelles du régime démocratique

Pour que le plan puisse être élaboré dans ses détails à partir de ces données et exécuté, il faut tout à la fois que la Nation soit maîtresse de son économie que les individus aient la possibilité d'œuvrer pour le bien de tous en développant librement leurs aptitudes et que producteurs et consommateurs organisés soient appelés à participer à la direction économique.

Ceci explique

1° . La nécessité d'un secteur nationalisé et d'un secteur où s'exerce la liberté d'entreprise le premier doit être nettement délimité, mais comprendre toutes les industries-clés d'une cohérence complète et monopolisées ; la nécessité et la bienfaisance du second doivent être reconnues et affirmées sans réserve Les nationalisations doivent être faites dans l'intérêt de tous et non d'une technocratie ou d'un parti politique quel qu'il soit ; elles doivent évoluer le plus rapidement possible vers les socialisations au fur et à mesure que s'affirmera la capacité économique de la masse ;

2° La nécessité d'organismes administratifs et techniques de recherche, de contrôle et de direction économique rationnellement construits

Une administration de l'Etat adaptée à ses tâches nouvelles, réorganisées grâce à une épuration sérieuse, à la revalorisation de la fonction publique, au reclassement équitable des catégories de fonctionnaires, et enfin soumise à un véritable contrôle parlementaire ;

3° Le développement sur la base de la liberté syndicale d'une démocratie économique véritable nécessitant un fonctionnement actif et sérieux des comités d'entreprises, préface du contrôle des travailleurs sur l'ensemble de la production

L'institution de comités mixtes dans toutes les industries appelées à participer à l'élaboration de plans de production, à la répartition des crédits, des matières premières, de l'outillage et de la main-d'œuvre, à guider et à contrôler les services de direction économique pour les empêcher de tomber dans l'arbitraire et la sclérose bureaucratique.

Le Parti, en se faisant le pionnier de la reconstruction française et d'une économie nouvelle fondée sur les nationalisations et la démocratie économique, a conscience que son action ne doit pas se développer uniquement sur le plan politique et que sa propagande doit prendre des formes nouvelles.

Rien ne se fera sans le concours des producteurs et consommateurs librement associés ; les syndicats, coopératives, groupements agricoles et artisanaux sont les instruments démocratiques de la direction de l'économie par la Nation Tous les socialistes ont le devoir de participer activement à la vie de ces organismes pour les aider à remplir pleinement leur rôle et empêcher qu'ils en soient détournés par tel ou tel parti politique Le groupe parlementaire doit avoir des liaisons permanentes avec les organisations syndicales afin de les aider sur le plan législatif et prendre auprès d'elles une vie plus précise des réalités ; les Fédérations doivent, dans chaque département, se pencher sur les problèmes économiques concrets, aller au devant des revendications vitales des populations, intervenir dans les questions de ravitaillement, de reconstruction et d'équipement, proposer des solutions et s'employer à les faire aboutir Chaque bureau fédéral, aidé par les fonctionnaires et les techniciens adhérant au Parti, doit devenir un centre de techniciens spécialisés ; chaque élu doit se transformer en technicien et fournir du travail pratique Nos comités techniques doivent être poussés, élargis et multipliés Nous devons exiger à l'avenir notre part proportionnelle des ministères de répartition.

La propagande doit, elle aussi, répondre aux soucis primordiaux du peuple, des ménagères, des jeunes, des économiquement faibles et des producteurs Chacun doit s'y sentir engagé et toucher ceux qui ne fréquentant pas les réunions publiques, n'en ont pas moins un avis et décident en définitive des élections. Ceux-là ne désirent pas autre chose qu'être heureux et libres dans un pays prospère ; leur idéal se résumerait facilement dans la vieille formule de la C.G.T. Bien-être et Liberté. C'est à réaliser cette simple formule que le Parti doit travailler sérieusement s'il veut conquérir l'adhésion et l'affection des masses.

Archidice, Charlot, Defferre, Gazier, Lacoste, Augustin Laurent, Leenhardt, Métayer, Meunier, Peeters, Philip, Pineau, Ramadier Roubert et Ouradou.

Demandes de réintégration de parlementaires exclus par le Congrès de Novembre 1944

Le Secrétariat général du Parti, ému du nombre croissant de demandes de réintégration de parlementaires ayant, le 10 juillet 1940, voté à Vichy pour l'attribution des pleins pouvoirs à Pétain, croit bon de rappeler le texte de la résolution votée par le 37e Congrès national sur la question, à la majorité de 9.271 mandats contre 301.

« Le Congrès ratifie les exclusions des parlementaires prononcées par le Congrès de novembre 1944. »

Il attire l'attention des sections sur le danger qu'il y aurait à répondre favorablement à de telles demandes et il défendra cette résolution.

IMPRIMERIE PARISIENNE DE L'AGENCE DE PRESSE DE LA LIBERTÉ
27, Rue de la Michodière, 27 — PARIS 2e

Le Gérant ; Daniel MAYER